

«La Suisse n'est pas uniquement victime. Elle doit assumer ses responsabilités»

## Le professeur de droit **Marcelo Kohen** pointe du doigt le manque de réaction des autorités genevoises



**Marcelo Kohen:** «La ligne dure ne fonctionne pas avec Tripoli.»

Les derniers événements en provenance de Tripoli paraissent aussi contradictoires que dictés par une habile mise en scène: d'un côté, Mouammar Kadhafi lance un appel au djihad contre la Suisse; de l'autre, son fils Hannibal, rend, quelques jours plus tard, visite à Max Göldi en prison. L'otage espère pouvoir bientôt bénéficier d'une grâce. Marcelo Kohen, professeur de droit international à l'Institut de hautes études internationales de Genève, décrypte le bras de fer. Et pointe du doigt la responsabilité des autorités genevoises.

*Le Temps: La Suisse aurait juridiquement la possibilité de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU contre l'appel au djihad lancé par Mouammar Kadhafi. Devrait-elle le faire?*

Marcelo Kohen: Elle pourrait effectivement demander au Conseil de sécurité de prendre des mesures pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'appel au djihad s'inscrit dans un ensemble: il intervient après la demande de Mouammar Kadhafi, en septembre, d'inscrire le démantèlement de la Suisse à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU et la récente menace de la prise d'assaut de l'ambassade suisse à Tripoli. Ces actes sont graves. Mais je reste convaincu que la crise doit être réglée sur le plan bilatéral, ce qui implique des concessions des deux parties. L'accord signé par Hans-Rudolf Merz à Tripoli le 20 août, avec la présentation d'excuses et la décision d'instaurer un tribunal arbitral, était un bon pas dans cette direction. Mais la publication des photos d'identité judiciaire d'Hannibal Kadhafi dans la Tribune de Genève et l'arrestation puis la détention dans un lieu inconnu des deux Suisses dans la capitale libyenne, a réduit ces efforts à néant. La Suisse a fait une erreur en suspendant l'accord.

– *Vous trouvez que la Suisse doit faire profil bas. Elle a pourtant gagné des points en actionnant le levier des visas Schengen...*

– Je ne suis pas de cet avis. Pour moi, il s'agit encore d'une erreur. La Suisse ne doit pas profiter d'un accord de coopération régional pour régler une affaire bilatérale. Les Européens, agacés, lui demanderont inévitablement des comptes.

– *L'eupéanisation de la crise lui donne plus de visibilité. La pression de Tripoli sur l'UE pourrait avoir de l'effet...*

– Les pays européens n'interviennent que parce que leurs intérêts sont atteints. La Suisse a déjà l'image d'un pays qui veut profiter des avantages de l'UE sans avoir ses inconvénients. En agissant ainsi, elle ne fait que renforcer cette image dans un contexte tendu avec l'Europe, notamment sur les questions fiscales. Ce durcissement en matière de visas n'a d'ailleurs pas empêché l'emprisonnement de Max Göldi. La ligne dure ne porte pas ses fruits avec Tripoli. Si Berne hausse le ton, Tripoli renchérit immédiatement. Regardez l'affaire Lockerbie: l'embargo aérien décidé par le Conseil de sécurité et qui a duré plusieurs années, n'a pas permis l'extradition des Libyens vers les

Etats-Unis ou le Royaume-Uni. L'affaire n'a pu être réglée que via un accord et la constitution d'un tribunal aux Pays-Bas. Si la Suisse adoptait une ligne trop dure avec Mouammar Kadhafi, on irait vers l'aggravation du différend et vers la rupture des relations diplomatiques.

– *Etes-vous en train de dire que la Suisse doit céder sur tous les fronts pour libérer Max Göldi?*

– Il ne s'agit pas de céder mais de prendre ses responsabilités. La Suisse n'est pas uniquement victime dans cette affaire.

– *Tripoli attend toujours un geste de Genève à propos de la publication des photos d'Hannibal Kadhafi dans la « Tribune de Genève ». Genève aurait-elle dû réagir?*

– Oui. Dire qu'une enquête est en cours ne suffit pas. Si les auteurs de la fuite ne peuvent pas être trouvés, quelqu'un doit assumer cette responsabilité sur le plan politique.

– *Laurent Moutinot, en fonction au moment de l'affaire, aurait-il dû présenter des excuses ou condamner plus clairement le fait qu'une fuite ait pu avoir lieu?*

– Les Libyens demandaient dès le début que les responsables genevois soient sanctionnés. Le rapporteur suisse avait d'ailleurs déjà pointé du doigt le manque de tact de la police genevoise lors de l'arrestation d'Hannibal Kadhafi.

– *Aurait-il dû démissionner?*

– Je ne suis pas là pour faire de la politique, mais je pense que cette solution aurait dû être envisagée. Max Göldi est aujourd'hui en prison alors qu'il est innocent. Si j'étais un responsable politique, j'aurais un vrai problème de conscience. On ne calme pas Mouammar Kadhafi en disant que d'autres fuites concernant des photos d'identité judiciaire ont déjà eu lieu.

– *La Suisse aurait-elle dû s'opposer à la sortie de Max Göldi de l'ambassade? Selon son avocat, seul son passage en prison lui permettait de demander une grâce.*

– Je trouve grave que la Suisse remette un de ses ressortissants à un pays qui ne respecte pas les droits humains. D'autant plus que Max Göldi lui-même avait déjà été victime d'une violation grave. Mais on ne connaît pas les éléments qui ne sont pas publics et qui pourraient expliquer la sortie de l'ambassade. La Libye aurait-elle osé commettre une violation grave de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques en prenant d'assaut l'ambassade? Ce risque était réel: les ambassadeurs européens sont venus prêter main-forte à la Suisse et Silvio Berlusconi a appelé Mouammar Kadhafi.

– *La Libye veut devenir membre du Conseil des droits de l'homme à l'ONU à Genève. Un scandale?*

– Le Conseil des droits de l'homme n'a à mes yeux pas de grande crédibilité. C'est un organe composé par des Etats. La politisation y est inévitable. En ce sens, le fait que la Libye accède à ce conseil ne serait pas une surprise en soi. Elle a d'ailleurs déjà présidé la Commission des droits de l'homme.

Propos recueillis par Valérie de Graffenried